



MON OEIL!...

Édition du 29 octobre 2018

Abonnez-vous, c'est gratuit: [cliquez ici!](#)

La chronique du coordonnateur de la Coalition solidarité santé

www.cssante.com www.facebook.com/CoalitionSolidariteSante <https://twitter.com/cssante>

LE VRAI GASPILLAGE DES FINANCES PUBLIQUES

Le nouveau gouvernement du Québec est à l'ouvrage. Le premier ministre Legault a invité ses ministres à s'impliquer sans tarder pour prendre connaissance de leurs dossiers, et pouvoir dégager les priorités qui s'imposent.

La population va évidemment le suivre de près puisqu'il a fait naître beaucoup d'espoir par rapport aux quinze années libérales et particulièrement aux quatre dernières années d'austérité du gouvernement Couillard.

On sait que l'Assemblée nationale sera appelée à siéger deux semaines à partir du 27 novembre. On assistera assurément à une mise à jour économique, d'où risquent de découler des mesures fiscales visant à *remettre de l'argent dans les poches des Québécois.e.s*, comme la CAQ l'a promis en campagne électorale.

Le gouvernement ne devrait pourtant pas se laisser aller à un geste qu'il pourrait regretter par la suite, et assez rapidement.

Il devrait plutôt se rappeler ce qu'il a dénoncé lui-même pendant toutes ces années comme deuxième opposition officielle : les mesures d'austérité libérale sur le dos des démunis.

Lors des débats des chef.fe.s, François Legault avait même explosé en disant qu'il ne pardonnerait jamais à M. Couillard d'avoir fait ses économies sur le dos des enfants en difficulté.

Il n'y a pas que les enfants du primaire qui en ont souffert. Le Devoir [rapporte](#) qu'à l'Éducation aux adultes, on ne trouve actuellement que deux psychologues, un orthophoniste et sept psychoéducateurs pour 183 000 élèves au Québec. Dans les dernières années, il y a eu réduction de 14 % de ces professionnels dont les services sont si importants, puisqu'ils soutiennent des jeunes qui tentent de rattraper. Or, le décrochage scolaire n'est-il pas un problème qui a occupé tous les débats en éducation depuis plus de quinze ans ?

Quant au manque de services au primaire, il est si important qu'on a vu à de nombreuses reprises dans les deux dernières années des parents faire des chaînes humaines autour des établissements pour symboliser la défense de l'école publique.

De même, pendant toutes ces années d'austérité, les cas de personnes n'ayant pas eu droit ou ayant perdu accès à des services sociaux et de santé (SSS) ont été nombreux et amplement documentés. La Protectrice du citoyen, dans un de ses rapports, avait même confirmé que la façon de faire du gouvernement libéral avait fait reculer l'accessibilité aux soins et services du réseau public de SSS, particulièrement pour les plus démunis. On a qu'à évoquer le deuxième bain par semaine ou les patates en poudre en CHSLD pour raviver dans la population les plus mauvais souvenirs du gouvernement libéral. Le porte-parole de la CAQ en santé, François Paradis, ne s'était pas gêné à l'époque pour soulever plusieurs de ces cas à l'Assemblée nationale.

Les journalistes et chroniqueur.e.s de tous les médias avaient également amplement couvert tous ces scandales et ce qui les sous-tendaient : les mesures d'austérité libérale.

C'est pourquoi il est pour le moins désolant de les entendre affirmer depuis quelques semaines que le nouveau gouvernement est mieux placé que les précédents parce que les finances publiques sont « en ordre ».

Doit-on rappeler à tout ce beau monde, y compris au gouvernement actuel, comment s'y était pris l'ancien gouvernement? Qu'on pense à Bombardier, aux ententes avec les médecins omnipraticiens et spécialistes, aux baisses

d'impôts qui profitent toujours aux revenus plus élevés et jamais aux plus démunis avec, en parallèle, des coupes dans les budgets et ressources nécessaires aux services publics, des services qui s'adressent à TOUTE la population. C'est ainsi que les libéraux ont accumulé leurs surplus : sur le dos de toute la population, en fragilisant tous ses services publics.

Gouverner comme si tout n'était qu'opération mathématique, ce n'est pas mettre de l'ordre, c'est « imposer un ordre » : l'ordre des mieux nantis, en ne s'occupant que des *vraies affaires*, comme l'a si souvent affirmé Philippe Couillard pendant tout son règne.

Et ça a pesé lourd dans le vote qui a envoyé les libéraux dans l'opposition.

Quand la CAQ affirmait en campagne électorale que *les gens n'en avaient pas pour leur argent*, c'est des services publics dont il s'agissait, parce que les libéraux les avaient réduits. Et ce n'est pas en réduisant les impôts que le nouveau gouvernement redonnera à la population cet accès aux soins et services qu'elle a perdu.

La CAQ s'est engagée pendant la campagne électorale à faire la *lutte au gaspillage*.

Le gouvernement Legault devrait plutôt trancher avec l'ancien gouvernement en s'attaquant sans tarder à l'un des gaspillages les plus éhontés, à savoir notre régime hybride privé-public d'assurance médicaments, qui fait qu'au Québec nos médicaments nous coûtent 30 % plus cher que dans la moyenne des autres pays développés. L'exemple du Lipitor (Atorvastatine) montre que 500 comprimés de ce médicament générique populaire coûtent 28 \$ en Nouvelle-Zélande, 104 \$ en Allemagne, mais 204 \$ au Québec.

En rendant entièrement public notre régime d'assurance médicaments, et en faisant des appels d'offres, le Trésor public pourrait économiser jusqu'à 3 milliards \$ par année. Ça, ça laisserait plus d'argent dans les poches des citoyens qui consomment des médicaments, et ça pourrait diminuer les coûts d'assurances collectives des employés et de leurs employeurs, ce qu'ils apprécieraient assurément.

De plus, ces économies pour le Trésor public pourraient être réinvesties pour renforcer et améliorer nos services publics : en SSS, en éducation, dans les services de garde, etc., sans mettre en danger les finances publiques.

De bons services publics adéquats et accessibles font économiser temps et beaucoup d'argent aux parents, aux familles et à toute la population qui n'a pas à dépenser pour des services privés qui lui coûtent beaucoup plus cher, qui sont moins accessibles, et pour lesquels, la plupart du temps, elle n'a pas les moyens.

Ça, c'est la meilleure façon de remettre de l'argent dans les poches des Québécois.e.s, principalement de celles et ceux qui en ont vraiment besoin.

En jumelant cela avec plus de démocratie en SSS, comme je l'ai déjà expliqué dans [une précédente chronique](#), ce gouvernement redonnerait confiance à la population dans ses services publics parce que ceux-ci répondraient avec plus de justesse à ses besoins.

Jacques Benoit.